

From			To			Shot Description	New timecode		
Hrs	Mins	Sec	Hrs	Mins	Secs		Hrs	Mins	Secs
						VI 250			
						RENDEZ-VOUS PRESSE. AIDE POUDONE			
						66/9/89 B 1378			
01	07	30				P.L. SALLE 200H IN P.S. TABLE DE CONFERENCE			
01	07	43				DEPUT CONF. PRES. DE L'OPERATO PHARE.			
						4-D !! SON MAUVAIS !! 4-D			
01	11	47				DESCRIPTO PLAN D'ACTION.			
01	18	31				PL. DE LOUPE. P.L. SALLE			
01	18	35				P.S. CAHIER.			
		39				P.L. PAND D-G			
		52				P.S. 1 <sup>re</sup> RANDEE DEZOH PL			
	19	03				TABLE CONF. PROFIL.			
	19	13	01	20	07	CONFERENCE (SEN HEILLER)			
						CONF. ?			

**Traités et accords commerciaux :  
prorogation ou tacite reconduction**

2.2.3. Le Conseil a adopté, le 18 septembre, la décision 89/525/CEE<sup>(1)</sup> autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des États membres avec des pays tiers et venant à échéance entre le 1<sup>er</sup> août et le 31 octobre (*troisième tranche*)<sup>(2)</sup>.

**Relations avec les pays  
industrialisés**

**États-Unis**

2.2.4. Le 7 septembre, M. Yeutter, ministre américain de l'Agriculture, s'est rendu en visite officielle à Bruxelles. Il a rencontré M. Mac Sharry, membre de la Commission, et MM. les vice-présidents Andriessen, Bangemann et Pandolfi.

Les entretiens ont porté principalement sur les problèmes agricoles de l'Uruguay Round. M. Yeutter et les représentants de la Commission ont chacun exposé les projets qu'ils voulaient mettre en œuvre avant la fin de l'année.

Au sein de la Communauté, plusieurs propositions sont en préparation. Celles-ci concernent notamment le renforcement des règles du GATT, le rééquilibrage de la protection extérieure, et les problèmes sanitaires et phytosanitaires. La question de la somatropine bovine (BST) ainsi que, plus généralement, les problèmes des biotechnologies ont également été abordés au cours de ces entretiens.

2.2.5. Le 16 septembre, M. Andriessen, vice-président de la Commission, a reçu M<sup>me</sup> Hills, représentante américaine pour les questions commerciales. M<sup>me</sup> Hills a également eu des entretiens avec MM. les vice-présidents Bangemann, Pandolfi et Sir Leon Brittan, et avec M<sup>me</sup> Scrivener, membre de la Commission. Ces entretiens ont surtout porté sur les thèmes spécifiques de

l'Uruguay Round, notamment l'agriculture, les droits de propriété intellectuelle, les mesures d'investissements liées au commerce et le règlement des différends.

D'autres sujets ont également été évoqués, tels que les hormones, l'acier, la télévision sans frontières et les règles d'origine. M<sup>me</sup> Hills et M. Andriessen ont souligné l'importance d'un dénouement positif des négociations du GATT.

**Association européenne  
de libre-échange**

**Comités mixtes**

2.2.6. Le Conseil a arrêté, le 18 septembre, les règlements (CEE) n<sup>os</sup> 2838/89<sup>(3)</sup>, 2839/89<sup>(3)</sup>, 2840/89<sup>(3)</sup>, 2841/89<sup>(3)</sup>, 2842/89<sup>(3)</sup> et 2843/89<sup>(3)</sup> concernant l'application des décisions des comités mixtes CEE-Autriche, CEE-Finlande, CEE-Islande, CEE-Norvège, CEE-Suède et CEE-Suisse modifiant le protocole n<sup>o</sup> 3 relatif à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative, et fixant les dispositions pour l'application de la déclaration commune annexée à la décision n<sup>o</sup> 1/88 de ces mêmes comités.

**Pays d'Europe de l'Est**

**Aide coordonnée  
à la Pologne et à la Hongrie**

2.2.7. Une deuxième réunion<sup>(4)</sup> des vingt-quatre pays occidentaux participant à l'assistance à la Pologne et à la Hongrie a eu lieu, le 26 septembre, à Bruxelles sous la présidence de la Commission. La réunion a permis de faire le point des actions déjà en cours et d'entamer la préparation d'un programme d'assistance coordonnée por-

(1) JO L 273 du 22.9.1989.

(2) Deuxième tranche: JO L 164 du 15.6.1989 et Bull. CE 6-1989, point 2.2.4.

(3) JO L 278 du 27.9.1989.

(4) Première réunion: Bull. CE 7/8-1989, point 1.1.6.

tant sur les principaux secteurs déjà identifiés: agriculture et alimentation, accès aux marchés, investissements, formation professionnelle, environnement. Dans ce but, la Commission a proposé un important plan d'action comprenant une série de mesures à prendre par la Communauté dans ces secteurs. A ces mesures devront s'ajouter celles des autres pays du groupe des 24, l'ensemble devant constituer un effort d'aide accru de la part de l'Occident aux deux pays, que le plan d'action a par ailleurs chiffré à un minimum de quelque 600 millions d'écus. La Pologne et la Hongrie avaient préalablement présenté leurs demandes d'assistance et exposé les politiques de réformes et d'assainissement dans lesquelles cette assistance s'insérera. Des groupes de travail poursuivront la coordination dans les différents secteurs en vue d'une nouvelle réunion des 24 en novembre.

2.2.8. A l'issue de la réunion, le groupe des 24 a adopté la déclaration suivante:

«1. Les 24 se sont réunis aujourd'hui à un moment décisif du processus de démocratisation et de réformes économiques en Pologne et en Hongrie. Des progrès importants ont déjà été réalisés dans ce processus, mais il reste fragile. C'est pourquoi les 24 estiment indispensables des mesures rapides de soutien de la part des pays industrialisés, en réponse aux demandes des deux pays.

2. Les 24 ont réservé un accueil favorable aux contributions apportées par les autorités polonaises et hongroises à leurs travaux. Ils ont analysé attentivement les propositions de coopération que les gouvernements de la Pologne et de la Hongrie ont faites à la lumière des actions de coopération déjà entamées ou envisagées par chacun des 24 et par la Communauté. Ils ont également examiné les domaines d'intérêt prioritaire retenus lors de la réunion du 1<sup>er</sup> août 1989 à la suite du sommet de l'Arche.

3. Les 24 encouragent la Pologne et la Hongrie à parvenir dans les meilleurs délais à des accords avec le Fonds monétaire international et à l'établissement de programmes effectifs d'ajustement et de réformes structurelles qui augmenteraient sensiblement les possibilités de financement extérieur pour les deux pays. Ces accords constitueraient un cadre favorable pour des actions d'aide additionnelle des 24 à ces pays.

4. Les 24 se sont félicités de la présence des représentants du Fonds monétaire international,

de la Banque mondiale, de l'OCDE et du Club de Paris. Ils ont souhaité qu'une coopération étroite se poursuive avec ces institutions, en particulier en ce qui concerne l'analyse macro-économique et les mesures d'ajustement nécessaires.

5. Les 24 ont exprimé leur appréciation des travaux de coordination effectués par la Commission et l'ont encouragée à poursuivre ses efforts dans ce sens. Ils ont accueilli favorablement l'approche générale du plan d'action proposé par la Commission ainsi que les initiatives annoncées par d'autres participants pour la mise en œuvre de l'assistance aux deux pays.

6. Les 24 constatent que des progrès ont été accomplis dans les efforts de concertation de leur action de coopération dans différents domaines, qui doivent se poursuivre conjointement avec les efforts de la Pologne et de la Hongrie visant à la consolidation des réformes dans ces deux pays.

Ainsi, en réponse à une demande d'urgence de la part de la Pologne, plusieurs participants ont livré à ce pays des produits agricoles pour une valeur d'environ 271 millions de USD. Ces livraisons ont fait l'objet de coordination par la Commission avec les pays donateurs. D'autres participants ont annoncé qu'ils contribueraient également au programme de fournitures alimentaires. La vente de ces produits sur le marché polonais donnera lieu à la création de fonds de contrepartie destinés au financement d'actions de coopération, notamment dans le secteur agricole. Ces livraisons revêtent un caractère exceptionnel. L'objectif prioritaire reste d'améliorer la productivité de l'agriculture polonaise.

Dans le domaine de l'amélioration de l'accès aux marchés des 24, certains participants ont déjà accordé ou envisagé favorablement des mesures telles que le traitement de la nation la plus favorisée à la Pologne et à la Hongrie, l'extension du bénéfice du système des préférences généralisées, des concessions tarifaires compatibles avec leurs engagements internationaux et l'abolition des restrictions quantitatives.

Les 24 font en sorte d'encourager la coopération en matière de formation professionnelle, notamment dans les secteurs des services financiers et bancaires. Des initiatives ont déjà été lancées par des institutions publiques et des firmes privées. Certains pays ont alloué des ressources substantielles pour ces actions. La coordination de ces actions dans le cadre d'un groupe de travail spécial devra être intensifiée.

Les 24 ont constaté les efforts réalisés par de nombreux participants pour soutenir les investissements étrangers en Pologne et en Hongrie, à travers des accords d'encouragement et de protection des

investissements, des accords de double imposition, des garanties publiques de crédits à l'exportation. Les 24 estiment que ces instruments doivent être plus largement utilisés en faveur des deux pays en question. Ils encouragent la Pologne à achever les procédures permettant sa participation à l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Par ailleurs, certains pays ont mis en place des moyens financiers particuliers pour encourager les investissements privés. Un groupe spécial sur les investissements se réunira incessamment.

Dans le domaine de l'environnement, l'intérêt a été exprimé par la Pologne et par la Hongrie pour des actions liées à la dégradation de certaines régions industrielles ou minières ou de certains sites historiques ou artistiques. Certaines initiatives concrètes ont déjà été entamées, et font l'objet d'information et de coordination par les 24. D'autres priorités seront définies dans le cadre du groupe de travail spécial en vue d'une action collective des 24.

7. Pour la coordination des actions à venir, y compris les contacts avec les autorités et les milieux privés de la Pologne et de la Hongrie, les groupes de travail constitueront un instrument essentiel.

Les 24 envisagent une nouvelle réunion à haut niveau au plus tard dans la seconde moitié du mois de novembre, en vue de faire le point des actions entreprises et d'en promouvoir de nouvelles. Plusieurs participants considèrent que, dès lors que les conditions nécessaires seront réunies, une réunion au niveau politique devrait se tenir pour donner l'impulsion politique nécessaire à la coopération avec la Pologne et la Hongrie, et pour engager des actions supplémentaires dans ce but.

## Hongrie

2.2.9. Le 18 septembre, le vice-président M. Andriessen s'est rendu en visite officielle à Budapest. Il a eu des entretiens avec le Premier ministre M. Nemeth, le vice-Premier ministre M. Medgyessy et avec les ministres des Affaires étrangères et du Commerce.

Ces entretiens ont porté sur les travaux du comité mixte CEE-Hongrie, établi dans le cadre de l'application de l'accord de commerce et de coopération CEE-Hongrie<sup>(1)</sup>, et sur les actions qui pourront découler de la concertation internationale que mène la Commission au groupe des 24. Le vice-président M. Andriessen a constaté l'ampleur

des mutations en cours en Hongrie et la volonté du pays de poursuivre en profondeur les réformes avec l'assistance de la Communauté et d'autres pays occidentaux.

## Pologne

2.2.10. Le 19 septembre, le président en exercice du Conseil, M. Dumas, et le vice-président de la Commission, M. Andriessen, se sont rendus en visite officielle à Varsovie. Ils ont eu des entretiens avec les principaux dirigeants du pays, en particulier avec le président Jaruzelski et le Premier ministre M. Mazowiecki, ainsi qu'avec d'autres membres du gouvernement, et des représentants de la Diète et du Sénat.

Les entretiens ont porté sur le rôle de la Commission dans l'opération de concertation et d'assistance à la restructuration de l'économie polonaise. Cette visite a également permis à MM. Dumas et Andriessen de se rendre compte des changements en cours dans ce pays, et de la volonté de la Pologne de coopérer avec la Communauté et les autres pays occidentaux.

2.2.11. Le 19 septembre a été signé à Varsovie l'accord de commerce et de coopération commerciale et économique<sup>(2)</sup> entre la Communauté économique européenne, d'une part, représentée par MM. Dumas, président en exercice du Conseil, et Andriessen, vice-président de la Commission, et la république populaire de Pologne, d'autre part, représentée par MM. Skubiszewski, ministre des Affaires étrangères, et Swiecicki, ministre du Commerce extérieur. Dans le communiqué conjoint publié à cette occasion, les parties signataires soulignent que cet accord intervient à un moment crucial du processus de réformes politiques et économiques en Pologne ayant récemment abouti à la formation du nouveau gouvernement qui rassemble les principales forces politiques polonaises. L'accord vise à amé-

<sup>(1)</sup> JO C 319 du 12.12.1988 et Bull. CE 9-1988, point 2.2.32; Bull. CE 6-1988, point 2.2.43.

<sup>(2)</sup> COM(89) 435 final.

liorer l'accès des exportations polonaises au marché communautaire et à permettre la mise en œuvre d'une large coopération économique.

Il s'agit d'un accord de commerce non préférentiel, d'une durée initiale de cinq ans, couvrant le commerce des produits industriels et agricoles, à l'exception des produits CECA. Il n'affecte pas les produits qui font l'objet d'accords sectoriels (textiles et agricoles). Les deux parties réaffirment sur le plan bilatéral l'engagement déjà convenu au sein du GATT de s'accorder la clause de la nation la plus favorisée.

Sur le plan des échanges commerciaux, l'accord prévoit que chacune des deux parties accorde à l'autre le degré de libéralisation le plus élevé appliqué généralement aux pays tiers. L'objectif est l'élimination totale des restrictions quantitatives spécifiques (c'est-à-dire celles visées par le protocole d'accès de la Pologne au GATT), selon un mécanisme de libéralisation en trois étapes.

Une clause de sauvegarde générale a été prévue, comportant le principe de consultations avec la possibilité, en cas de désaccord persistant, d'un recours ultime à l'arbitrage du GATT. Une disposition selon laquelle les échanges de marchandises doivent s'effectuer aux prix conformes à ceux du marché a été également insérée.

Dans le domaine des échanges agricoles, une première liste de concessions réciproques portant sur une dizaine de produits intéressant particulièrement la Pologne figure déjà dans l'accord, et la possibilité de concessions ultérieures dans ce secteur est également prévue.

En matière de coopération commerciale, l'accord fixe comme objectifs de promouvoir, développer et diversifier les échanges commerciaux sur la base de la non-discrimination et de la réciprocité. En contrepartie des efforts auxquels la Communauté procède sur le plan des importations, la Pologne s'engage, de façon précise, à améliorer l'accès à son marché des entreprises communautaires. Il est prévu qu'elle prendra des mesures visant à assurer un traitement non

discriminatoire pour l'application de son système de licences et l'allocation des devises nécessaires aux importations, pour faciliter les activités des opérateurs commerciaux sur place, les activités de promotion commerciale ainsi qu'à assurer le respect des engagements internationaux en matière de propriété intellectuelle, à décourager le commerce de compensation, etc.

L'accord institue une commission mixte, qui se réunit chaque année, chargée de veiller au bon fonctionnement de l'accord et de recommander des mesures permettant d'en atteindre les objectifs.

2.2.12. Le Parlement européen a adopté, le 15 septembre<sup>(1)</sup>, plusieurs résolutions sur la situation en Pologne. Estimant qu'il est du devoir de l'Europe des Douze de soutenir l'action menée par le nouveau gouvernement, il invite la Commission à accélérer la mise en œuvre du programme d'aide alimentaire et à promouvoir toute forme de coopération avec la Pologne, notamment la création d'entreprises communes, des transferts de technologie et de savoir-faire, des projets de formation, ainsi que des échanges de jeunes et des échanges culturels. Il demande instamment à la Commission et au Conseil d'étudier avec les autorités polonaises les graves problèmes écologiques qui se posent en Pologne et de proposer les mesures appropriées. Le Parlement européen souhaite qu'une coopération internationale débouche sur des mesures permettant d'alléger le fardeau du service de la dette extérieure de la Pologne à travers la création d'un fonds de contrepartie et de sociétés mixtes. Il demande également à la Commission de créer, pour une période préliminaire de trois ans, une mission de la Communauté à Varsovie, qui jouerait le rôle d'interlocuteur direct des autorités polonaises.

<sup>(1)</sup> JO C 256 du 9.10.1989.